

mondiale et de l'efficacité des institutions internationales que nous avons construites.

Il faut applaudir le travail déjà accompli par le Comité international de la Croix-Rouge et par le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (FISE) pour amener les gouvernements concernés à s'entendre et à faire parvenir à la population civile éprouvée la nourriture et les fournitures médicales dont elle a besoin. Par contre, les efforts de ces organisations pour obtenir la collaboration des belligérants n'ont connu que trop peu de succès.

Une tragédie aux dimensions plus grandes encore serait survenue n'eût été la générosité désintéressée du grand peuple thaï. Sa politique d'asile inconditionnelle, énoncée le 19 octobre par le premier ministre de la Thaïlande, M. Kriangsak, et son aide généreuse aux affamés sont comme un rayon de lumière dans la nuit noire de l'inhumanité.

C'est maintenant au tour de la communauté internationale de venir en aide à ceux qui ont si vaillamment tenté de s'occuper de cette tragédie. Un appel de fonds de \$110 millions a été lancé conjointement par le Comité international de la Croix-Rouge et le FISE, et le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations Unies demande actuellement \$60 millions en prévision de l'afflux en Thaïlande de centaines de milliers de Cambodgiens. La Thaïlande elle-même a demandé \$30,8 millions qui lui permettraient de continuer d'accorder ses généreux secours.

En réponse à ces appels, j'ai pu annoncer il y a une quinzaine de jours que le Canada verserait une contribution de \$5 millions, à répartir entre les deux organisations. Plus les faits sont apparus avec clarté, plus les citoyens du Canada ont encouragé le gouvernement, en leur nom, à tripler cette contribution.

Je suis en mesure d'annoncer que la contribution du Canada au soulagement de la famine et de la maladie au Kampuchea est maintenant portée à \$15 millions. Nous déterminerons avec précision dans les prochaines semaines la manière dont ces fonds seront canalisés dans la campagne internationale.

Ce sont la générosité et la profonde humanité de la population canadienne qui permettent à mon gouvernement de prendre ces engagements. J'ai bon espoir que les dons privés viendront grossir la contribution que le gouvernement a promise, de la même façon que les parrainages privés nous ont permis de recevoir un plus grand

nombre de réfugiés que le gouvernement aurait pu accueillir à lui seul.

Mais la générosité et la compassion ne sont pas les seuls sentiments que la situation au Kampuchea a éveillés dans le coeur des Canadiens. Ils éprouvent aussi une vive indignation, voire de la colère, devant cette tragédie causée par l'homme. Ils ne demandent pas, ils exigent que je porte leur message.

Soulager les souffrances ne suffit pas. A défaut de s'attaquer aux problèmes qui sont à la base de cette situation épouvantable, et à défaut de les résoudre, nous condamnerons des milliers d'êtres humains à la misère, aux privations, à la peur et à la mort. Notre véritable défi est de trouver une solution aux problèmes politiques de l'Indochine et du Kampuchea en particulier.

En premier lieu, le gouvernement du Vietnam, de même que les régimes de Heng Samrin et de Pol Pot, doivent cesser de faire de la politique avec la vie de

millions de gens. Ils doivent immédiatement accorder toute liberté d'opération aux organisations internationales de secours qui sont à même d'endiguer cette marée d'horreur. Leur inaction les a déjà condamnés à jamais aux yeux de l'humanité.

En second lieu, et dans les meilleurs délais pour la sécurité mondiale, la stabilité doit revenir dans la région. Un si grand nombre de pays étant touchés directement et indirectement, il s'agit là clairement d'une question capable de déclencher un conflit planétaire. C'est pourquoi nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pendant qu'il est encore temps.

Il faut que soient restaurées l'indépendance et l'intégrité territoriale du Kampuchea sous un gouvernement qui reflète les aspirations véritables du peuple du Cambodge. Un terme doit être mis aux hostilités, et les forces étrangères qui

(suite à la page 8)

Remise de la médaille Pearson de la Paix au cardinal Léger



Le cardinal Paul-Émile Léger est la première personne à recevoir la médaille Pearson de la Paix, offerte par l'Association des Nations Unies du Canada. La médaille lui a été remise le 24 octobre par le gouverneur général, M. Edward Schreyer. Après avoir démissionné de son poste d'archevêque de Montréal en 1967, Mgr Léger a travaillé pendant 12 ans auprès des lépreux et des enfants handicapés du Cameroun. Sur la photo, Mgr Léger montre la médaille à son frère, l'ex-gouverneur général Jules Léger, et à l'épouse de ce dernier.